

PDG de SAINT-GOBAIN
Les miroirs
18 avenue d'Alsace
92 096 LA DEFENSE cedex

Objet : Cession du groupe LAPEYRE

Le 9 février 2021

Monsieur Le Président,

Le 11 mars 2020, nous apprenions par Le Figaro que **vous envisagiez de retenir MUTARES** comme repreneur du groupe LAPEYRE : Un fonds connu sur le marché du retournement pour liquider les entreprises qu'il reprend telles que PIXMANIA, GROSBILL et ARTMANDIS.

Le 12 mai 2020, nous vous adressions **un courrier vous indiquant que les salariés refuseraient une reprise par MUTARES**. Lors de la semaine réservée aux visites d'usine, les salariés confirmaient ce refus en réservant un comité d'accueil spécifique à MUTARES.

Malgré toutes ces alertes, **le 9 novembre 2020, vous annoncez par voie de presse que SAINT GOBAIN avait choisi MUTARES pour la reprise du groupe LAPEYRE** au détriment des offres de VERDOSO et CEVITAL.

Vous engagiez alors un processus d'information consultation des CSE.

Vous prétendiez tout d'abord que **MUTARES n'avait pas de Business Plan**.

Puis, nous recevions par pli anonyme **le Business Plan de MUTARES en date du 25/09/2020**. Vous prétendiez alors que ce Business Plan était « **obsolète et dépassé** » tout en transmettant avant Noël **un tableau de flux** extrait de l'offre de MUTARES **au 09/11/2020, quasi similaire à celui du 25/09/2020**.

Vous annoncez alors que toutes **les informations demandées seraient transmises aux experts dans le cadre d'un accord de méthode** alors même que **ces mêmes experts** signaient une annexe où ils **se contentaient de recevoir uniquement des hypothèses transmises à l'oral par MUTARES**.

Vous engagiez ensuite **une campagne auprès des fédérations syndicales afin de contraindre les délégués syndicaux** à signer cet accord de méthode. Cette campagne se soldait par **un échec cuisant** puisqu'à ce jour 6 CSE, représentant 64% des effectifs du groupe, assignent SAINT GOBAIN pour défaut d'information. Seuls 5 CSE, représentant 27% des effectifs du groupe ont signé l'accord de méthode sous la pression des fédérations syndicales.

Face aux assignations, vous mettiez en place **une data room physique afin de faire croire à la justice que vous aviez transmis l'information demandée**. Malencontreusement, vous réalisiez **un constat d'huissier qui démontrait que vous noircissiez les informations clés**. Les élus des CSE examinaient alors les documents et le constat était sans appel : 80% des documents étaient noircis. **Ces documents étaient donc inexploitables**.

Le 4 février 2021, le Tribunal de Grande Instance de Val de Briey vous condamnait à transmettre l'ensemble des documents de la data room, en intégralité (annexes comprises), non noircis et avec un accès permanent sur une durée de deux mois.

Nous allons donc bientôt pouvoir prendre connaissance de l'information que vous souhaitiez nous cacher, à savoir le fait que SAINT GOBAIN est le commanditaire de la liquidation programmée du groupe LAPEYRE avec comme exécutant MUTARES et comme gestionnaire de projet la mandatrice ad'hoc, prise en plein conflit d'intérêts avec comme casquettes successives la mandature ad'hoc, la gestion de la fiducie et vraisemblablement l'administration du redressement judiciaire.

Ces méthodes, qui consistent à recourir à un **fonds liquidateur tampon**, sont malheureusement employées de manière courante par les grands groupes pour **se débarrasser à moindres frais de leurs filiales déficitaires** tout en évitant de gérer les plans sociaux et les problématiques de revitalisation de territoires. Elles apparaissent particulièrement choquantes en période de COVID.

Dans le cas présent, **le choix de MUTARES est d'autant plus scandaleux que:**

- **La situation financière catastrophique dans laquelle se trouve le groupe LAPEYRE aujourd'hui est liée à de mauvaises décisions stratégiques** prises par le président du conseil de surveillance du groupe LAPEYRE sur la période 2009-2015 qui n'est autre que Benoit BAZIN, actuellement en charge de la cession du groupe LAPEYRE dans le cadre du programme Transform & Grow. Les partenaires sociaux ont dénoncé ces mauvaises décisions via de nombreux rapports d'expertise dès 2009.

- **Trois alternatives sérieuses existent : VERDOSO, CEVITAL et le Collectif. Selon le quotidien financier AGEFI, les propositions de CEVITAL et VERDOSO prévoyaient des réductions d'effectif comprises entre 5 à 10% contre 20% dans la version révisée de MUTARES.** SAINT GOBAIN n'a donc pas choisi MUTARES sur des critères sociaux mais en raison de la taille du chèque, plus petit que ceux demandés par VERDOSO et CEVITAL.

Nous sommes prêts à discuter dans le cadre d'une procédure accélérée avec VERDOSO, CEVITAL et le Collectif car ces candidats ont le souci de la pérennité du groupe LAPEYRE, contrairement à MUTARES.

Il suffit de comparer les produits de cession des actifs de MUTARES avec ceux des autres fonds de retournement pour constater que ce fonds n'a jamais rien redressé en France et est spécialisé dans la liquidation des filiales déficitaires des grands groupes internationaux. Son modèle de développement s'apparente d'ailleurs à une pyramide de PONZI, MUTARES acquiert sans cesse de nouvelles entreprises à prix négatif pour renforcer ses fonds propres, lever de la dette et disposer de ressources financières nouvelles. Il s'agit d'une cavalerie, d'une boulimie d'acquisition visant à compenser l'impact des liquidations. Ces données sont publiques. **Comment SAINT GOBAIN peut-il se rendre complice de tels fonds ?**

Pour information, ce dossier est suivi par les plus grands journalistes d'investigation du pays qui ne devraient pas tarder à vous contacter. **Notre couverture médiatique est de plus en plus large** avec d'ores et déjà une cinquantaine d'articles dont de nombreux en presse nationale et plusieurs reportages TV.

Les soutiens politiques de tous bords affluent et devraient se traduire sous peu par des questions au gouvernement à l'assemblée nationale. En plein début de campagne présidentielle, le silence de l'Élysée et de Bercy sur ce dossier ne devrait pas pouvoir durer longtemps.

Il est encore temps d'éviter les dommages irréversibles qui s'annoncent pour le groupe SAINT GOBAIN. Il existe des portes de sorties. Saisissez-les. **Nous ne vous laisserons pas détruire le groupe LAPEYRE et ses 4 200 emplois.**

Nous vous prions, Monsieur Le Président, d'agréer nos sentiments respectueux.

La Coordination CGT LAPEYRE INDUSTRIES

Les délégués syndicaux CGT de LAPEYRE INDUSTRIES

Copies : Membres du conseil d'administration du groupe SAINT GOBAIN